



## Avis conforme N° 2022-40

**Saisine par autorité administrative :** Commune d'UVERNET-FOURS

**Numéro de dossier :** DP 004 226 22 S0001

**Pétitionnaire :** DEBRAY David

**Adresse :** 11 rue Edouard Lefebvre 78000 Versailles

**Nature de la demande :** travaux en cœur de Parc national (nécessaires à la rénovation des bâtiments à usage d'habitation)

**Intitulé du projet :** rénovation d'un bâtiment à des fins de constitution d'une résidence secondaire

**Localisation :** lieu-dit Les Ricauds, parcelles n°91, 92 et 93 section D commune d'Uvernet-Fours

### La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26, R.331-18 et R.331-19,

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment les articles R.423-24, R.423-62, R.425-6 et R.424-2,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 7 et 15,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 13, 14, 23 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 02 mars 2022,

**Considérant** la déclaration préalable et la demande d'avis conforme formulées en date du 24 janvier 2022 par la Mairie d'Uvernet-Fours,

**Considérant** que tel qu'approuvé par le décret n°2018-754 sus-visé, l'objectif XVII de la charte indique que les « rares habitations [qui] subsistent en bon état comme [...] aux Ricauds (Uvernet-Fours) [...] » peuvent faire l'objet de travaux « lorsqu'un usage est maintenu » et que « l'entretien du bâti prend en compte les caractéristiques esthétiques originelles en les reproduisant dans la mesure du possible. Isolées et non accessibles dans leur grande majorité, ces habitations sont autonomes en énergie et leur assainissement est mis en conformité avec la réglementation générale »,

**Considérant** que le projet porte sur la réfection intégrale d'un bâtiment dont la destination d'origine était liée à l'exploitation agricole et la sous-destination à l'habitation mais dont l'usage effectif avait déjà cessé depuis plusieurs années à la création du Parc national en 1979 et en tout état de cause depuis 2012, année d'approbation de la charte,

**Considérant** que cet abandon d'usage et sa durée ont entraîné une profonde dégradation du bâtiment, lequel n'est plus « en bon état » aujourd'hui comme en attestent les documents graphiques présentés au dossier,

**Considérant** que compte-tenu de cet état de dégradation avancé, le projet induit des travaux structurels sur les murs extérieurs et intérieurs ainsi que sur les ouvertures, en plus d'une réfection intégrale des façades (ravalement), de la charpente et la couverture, lesquelles interventions ne relèvent plus des « travaux d'entretien »,

**Considérant** que le projet comporte également, des créations d'ouvertures en toiture et des modifications de dimensionnement des ouvertures pré-existantes visibles sur les plans, transformant ces ouvertures à l'origine strictement fonctionnelles en ouvertures de confort – apport accru de lumière - équipées de volets,

**Considérant** que ces interventions ne correspondent pas à l'objectif pré-cité, relatif à la prise en compte des caractéristiques esthétiques originelles du bâtiment,

**Considérant** que le bâtiment n'est raccordé à aucun réseau public d' eau potable et que le projet présenté ne prévoit aucun travaux de création d'un captage et d'une filière de traitement des eaux usées domestiques,

**Considérant** en parallèle de cet objectif XVII, que l'article 7 du décret n°2009-408 sus-visé indique que « peuvent être autorisés [...] par le directeur de l'établissement public du parc les travaux, constructions et installations : [...] 15° nécessaires à la rénovation des bâtiments à usage d'habitation dans les zones identifiées par la charte [...] »

**Considérant** que la modalité n°23 d'application de la réglementation dans le cœur approuvée par le décret n°2018-754 sus-visé, précise en la matière que « l'autorisation dérogatoire peut être délivrée dans les zones délimitées sur les plans cadastraux présentés en annexe 4 » au sein desquelles le lieu-dit des Ricauds ne figure pas,

**Considérant** que ces dispositions visent à renforcer la lutte contre l'urbanisation diffuse et la fragmentation des espaces naturels, pastoraux et forestiers de montagne, conformément aux objectifs fondateurs de la Loi Montagne de 1985,

**Considérant** également que le décret n°2009-408 sus-visé indique qu'« une autorisation [de travaux] ne peut être accordée au titre des [...] 12° à 17° que sous réserve qu'aucune voie d'accès nouvelle ne soit aménagée »,

**Considérant** qu'aucune voie existante et praticable par un véhicule terrestre motorisé ne dessert actuellement le bâtiment et que celui-ci est éloigné de plus de 500 mètres en ligne droite de la plus proche voirie routière,

**Considérant** que les deux voies figurant au cadastre de la commune ne sont actuellement plus visualisables sur le terrain, ne peuvent être empruntées qu'à pied , et que l'une de ces voies implique par ailleurs une traversée de cours d'eau à l'aide d'une passerelle dont le dimensionnement exclut tout autre passage que celui des piétons,

**Considérant** donc, qu'aucun accès actuellement existant ne permettrait l'approvisionnement du chantier en matériaux et en main d'œuvre par voie terrestre et que seul le recours aux héliportages pourraient y satisfaire sur la durée du chantier,

**Considérant** les impacts générés par les survols d'aéronefs motorisés sur le caractère du parc national et sur la faune sauvage qui y trouve refuge, notamment le bruit et le dérangement induit, lesquels impacts sont proportionnels à la fréquence des survols et à la durée du chantier,

**Considérant** que pour un chantier de ce type, les héliportages ne peuvent être autorisés dans le cœur du Parc national que du 1<sup>er</sup> juin au 15 octobre et que durant cette période, plusieurs espèces animales sensibles aux dérangements effectuent leur cycle de reproduction dans le vallon du Bachelard – notamment Aigle royal, Tétrasyres, Cerfs élaphe, Chamois et Bouquetin des Alpes,

**Considérant** enfin que l'éventuel intérêt architectural, historique ou patrimonial spécifique du bâtiment n'est pas documenté dans les règles de l'art et ne repose que sur l'appréciation du pétitionnaire, que le bâtiment n'a pas non plus été identifié par la charte du Parc national comme « un élément du patrimoine bâti constitutif du caractère du parc », lequel pourrait faire l'objet de travaux de reconstruction ou rénovation « sous réserve qu'il ne puisse être affecté à un usage d'habitation » en application des dispositions des décrets n°2009-486 et n°2018-754 sus-visés,

## **DÉCIDE**

### **Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande**

1.1. La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour émet un avis défavorable à la demande de travaux tels que décrits au dossier n° DP 004 226 22 S0001.

1.2. Cet avis conforme défavorable équivaut à un refus d'autorisation dérogatoire de réaliser des travaux dans le cœur du Parc national.

Ces travaux correspondent à la rénovation intégrale d'un bâtiment à des fins de constitution d'une résidence secondaire, situé dans le cœur du parc national au lieu-dit « Les Ricauds » sur la commune d'Uvernet-Fours.

### **Article 2 : Mesures de contrôle**

Le respect de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### **Article 3 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

### **Article 4 : Publication**

4.1. Le présent avis sera communiqué aux services instructeurs des demandes d'urbanisme de la Mairie d'Uvernet-Fours et de la Direction départementale des territoires des Alpes-de-Haute-Provence agissant pour le compte de la mairie de d'Uvernet-Fours.

4.2. Il sera publié pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 03 mars 2022

La Directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Copie :

- service territorial Ubaye-Verdon

Le présent avis conforme peut être contesté par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.